

# Sud éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier ⓐ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32



Mercredi 5 août 2020

## LE MONDE D'APRÈS : COMME AVANT, OU ON CHANGE ?

La pandémie mondiale déclarée au mois de mars 2020 se poursuit. Le gouvernement l'a gérée comme on le sait :

- **des mensonges successifs couvrant le dénuement matériel lié aux politiques ultra-libérales de casse des services publics et de recherche de profit ;**
- des décisions contradictoires soulignant l'impréparation et la fébrilité d'un exécutif aux abois, complètement paniqué par la situation.

Alors que nous approchons de la reprise des cours, synthétisons ici les actions du gouvernement pour protéger les personnels de l'Education Nationale.

### Volet sanitaire

→ **un protocole, devenu « guide » sanitaire de rentrée** ([version 9 juillet 2020](#)) qui évacue les mesures de distanciation sociale dans les établissements scolaires : brassage des classes autorisé, distance d'un mètre à respecter seulement si les locaux le permettent... Nous allons donc pouvoir nous entasser avec des classes entières dans des espaces clos, sans aucune distanciation ; et laisser les élèves se « brasser » dans les cours de récréation. Les AVS, AESH, AED seront au plus près des élèves, avec un niveau de protection quasi-inexistant.

→ **un plan de continuité pédagogique** ([version 4 août 2020](#)) entièrement basé sur la bonne volonté des enseignant-es à bien vouloir faire des doubles journées de travail (présentiel + distanciel) en cas de fermeture d'établissements.

→ aucune information sur la distribution d'équipements de protection individuelle tels que prévus par la loi (masques FFP2). Pourtant, depuis mars, nombre de syndicats, partis politiques, citoyennes ont proposé de [recréer des filières de production en France](#)... projets dédaignés par le gouvernement. [Une société coopérative \(SCIC\)](#) a pourtant vu le jour, signe de détermination des citoyen-nes !

→ aucune information sur la distribution de masques en tissu / alternatifs / grand public pour les personnels. La rentrée approche, et même cet ersatz de protection n'est pas anticipé...

→ aucune information sur la distribution de gel hydroalcoolique dans les écoles et établissements. **En mai, c'est le Conseil Départemental de l'Hérault qui a comblé la défaillance de l'État dans son devoir de protection de ses agent-es, en fournissant un litre de gel hydroalcoolique par classe.** Et pour septembre ?

→ aucune information particulière sur les conditions de travail pour les personnels vulnérables à partir de septembre, alors que le virus circule toujours activement, que l'épidémie repart à la hausse et que l'état d'urgence sanitaire a pris fin... [Les règles pour les fonctionnaires et agents publics contractuels sont là](#), datées du 11 juillet 2020.

→ **aucune décision de tester les personnels au contact des usagers** avant la reprise, ni régulièrement par la suite. Espace clos, des journées entières au contact de dizaines d'enfants reconnus comme aussi contagieux, sinon plus que les adultes... Les personnels de l'Education Nationale, après leur journée de travail, prendront les transports en commun, iront faire des courses, retrouveront leurs familles, participeront à des activités de loisirs... Les futurs foyers d'infection se devinent sans peine !

→ **Le jour de carence en cas d'arrêt maladie a été rétabli** dès la fin de l'état d'urgence sanitaire (le 10 juillet 2020).

*Sur le plan sanitaire, l'État n'a pas progressé depuis mars et ne propose rien de plus à ses personnels que quelques masques « alternatifs ». Pas d'anticipation, pas de vision politique sinon l'éternelle angoisse de la reprise économique et l'enjeu capital de la « garderie nationale » dans ce but.*

## **Volet pédagogique**

Blanquer a estimé qu'il était urgent et opportun de remanier les programmes au beau milieu de l'été. Il trouve intéressant d'imposer encore plus d'évaluations à la rentrée : **les mêmes évaluations que l'an dernier, alors que le confinement et les fermetures d'établissements sont passées par là** et ont empêché les élèves de poursuivre leurs apprentissages dans des conditions normales.

*Les programmes n'ont pas été adaptés pour tenir compte du trou de quatre mois que viennent de subir les élèves. Des personnels spécialisés n'ont pas été recrutés pour accompagner les élèves en difficulté, qui vont forcément être plus nombreux en ce début d'année. Une nouvelle fois, ce sont les professeurs qui vont s'adapter et adapter leurs propositions pédagogiques aux besoins des élèves : la hiérarchie fait encore la preuve de son inutilité.*

## **Volet hiérarchique**

L'été a été mis à profit par l'institution pour activer les mesures répressives à l'encontre des personnels mobilisés contre les réformes engagées depuis deux ans : plusieurs collègues sont suspendu-es, convoqué-es en commissions disciplinaires pour avoir participé à des manifestations contre les E3C : à Melle, à Strasbourg... C'est à l'image de la politique répressive qui s'applique dans tous les secteurs d'activité (RATP, SNCF, La Poste, l'inspection du travail..)

*Partout où des salarié-es s'élèvent contre la réduction des services publics, contre la casse des acquis sociaux, contre des conditions de travail de plus en plus difficiles pour les seules nécessités budgétaires ou le profit de quelques uns, le gouvernement et le patronat veillent à écraser les protestataires.*

## **Une autre école, une autre société**

Le capitalisme fondé sur une croissance infinie (dans un monde fini) pour le profit d'une minorité est destructeur, pour l'humanité comme pour la planète.

La pandémie de Covid19 a agi comme un accélérateur et un révélateur des effets les plus néfastes de ce système économique, partout dans le monde ; et nombreux sont les peuples qui se révoltent contre la casse ou l'absence de services publics, contre les priviléges d'une caste dirigeante, contre la collusion entre les dirigeants politiques et les grands patrons.

En France, le tissu associatif, syndical, très actif pendant le confinement a fait des propositions pour une société plus juste. Pour porter cette revendication et la faire aboutir, rendez-vous est pris le 17 septembre pour une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle d'ampleur.

**Stopper la course folle du capitalisme, menée par une minorité économique et politique, c'est l'affaire de tous-tes et de chacun-e !**